

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. La Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et la Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en de Minister bevoegd voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en van Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2009 — 3566

[C - 2009/09644]

12 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal organisant les examens permettant aux docteurs, licenciés et titulaires d'un master en droit de satisfaire au prescrit de l'article 43sexies, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, les articles 43quinquies, § 3, et 43sexies;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1998 organisant les examens permettant aux docteurs et licenciés en droit de satisfaire au prescrit des alinéas 2 et 3 de l'article 43sexies de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mai 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 29 janvier 2009;

Vu le protocole de négociation n° 3 du Comité de secteur conclu le 30 juin 2009;

Vu l'avis 47.101/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les référendaires près la Cour de cassation préparent le travail des conseillers et des membres du parquet; qu'ils participent aux tâches de documentation ainsi qu'à celles de traduction et de publication des arrêts et à la mise en concordance des textes français et néerlandais;

Considérant que le projet soumet ces référendaires aux mêmes épreuves que les magistrats qui justifient de la connaissance suffisante d'une seconde langue nationale;

Considérant que des épreuves tendant à démontrer la connaissance suffisante se justifient dès lors qu'en règle les référendaires ne rédigent des textes que dans la langue de leur diplôme et qu'ils doivent être en mesure de lire et de comprendre les sources qu'ils consultent, que celles-ci soient rédigées en français ou en néerlandais. Qu'il suffit pour cela qu'ils disposent d'une connaissance passive de la terminologie juridique;

Considérant que les tâches d'assistance juridique et scientifique des référendaires justifient que la deuxième partie de l'examen écrit consiste en la rédaction d'un résumé et d'un commentaire;

Considérant que les épreuves de l'examen oral sont identiques à celle prévues pour les magistrats tant pour justifier de la connaissance suffisante que de la connaissance approfondie d'une seconde langue et ne s'éloignent pas fondamentalement du contenu de l'examen oral des candidats référendaires près la Cour de cassation fixé par l'arrêté de 10 août 1998 abrogé par le présent arrêté;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2009 — 3566

[C - 2009/09644]

12 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot regeling van de examens waarbij de doctors, licentiaten of masters in de rechten in de gelegenheid worden gesteld te voldoen aan het voorschrift van artikel 43sexies, tweede en derde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, artikelen 43quinquies, § 3, en 43sexies;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot regeling van de examens waarbij aan doctors en licentiaten in de rechten de mogelijkheid wordt geboden te voldoen aan de bepalingen van artikel 43sexies, tweede en derde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 29 januari 2009;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 3 van het Sectorcomité gesloten op 30 juni 2009;

Gelet op advies 47.101/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de referendarissen bij het Hof van Cassatie het werk van de raadsheren en van de leden van het parket voorbereiden, dat zij betrokken zijn bij taken inzake documentatie, vertaling en bekendmaking van de arresten, alsmede bij de concordantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst;

Overwegende dat het ontwerp deze referendarissen aan dezelfde examenonderdelen onderwerpt als de magistraten die het bewijs leveren van voldoende kennis van een tweede landstaal;

Overwegende dat de examenonderdelen die beogen de voldoende kennis aan te tonen verantwoord zijn aangezien de referendarissen over het algemeen slechts teksten opstellen in de taal van hun diploma en zij in staat moeten zijn de door hen geraadpleegde bronteksten te lezen en te begrijpen, ongeacht of deze teksten in het Nederlands of in het Frans zijn opgesteld. Dat een passieve kennis van de juridische terminologie daartoe volstaat;

Overwegende dat de taken van de referendarissen, die juridische en wetenschappelijke ondersteuning beogen, verantwoord zijn dat het tweede deel van het schriftelijke examen bestaat uit het opstellen van een samenvatting en van een commentaar;

Overwegende dat de onderdelen van het mondelinge examen dezelfde zijn als die voor de magistraten, zowel voor het bewijzen van voldoende als van grondige kennis van een tweede taal, en niet fundamenteel verschillen van de inhoud van het schriftelijke examen van de kandidaat-referendarissen, als bepaald in het besluit van 10 augustus 1998, opgeheven bij dit besluit;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Seul l'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'administration fédérale est chargé de l'organisation de l'examen linguistique mentionné à l'article 43^{sexies} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Les examens sur la connaissance de l'autre langue comprennent, dans l'ordre suivant, une épreuve écrite, dont une partie est informatisée, et une épreuve orale. Seront admis à présenter l'épreuve orale, les candidats ayant réussi l'épreuve écrite.

L'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale détermine les modalités des examens pour autant qu'elles n'aient pas été fixées par la loi ou par le présent arrêté. Il arrête le règlement d'ordre relatif à l'organisation des examens linguistiques.

CHAPITRE 2. — *Des commissions d'examen*

Art. 2. Il existe trois commissions d'examen, une chargée de faire passer les examens sur la connaissance du néerlandais, une chargée de faire passer les examens sur la connaissance du français et une chargée de faire passer les examens sur la connaissance de l'allemand.

Art. 3. Les commissions d'examen siègent sous la présidence de l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale ou de son délégué. Le président a voix délibérative. En cas de parité des voix, sa voix est prépondérante.

Les commissions d'examen siègent à Bruxelles.

Art. 4. § 1^{er}. Les commissions d'examen sont composées comme suit :

- 1° le président, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3;
- 2° au moins cinq assesseurs.

Pour chaque assesseur un suppléant est désigné.

§ 2. Sont désignés en qualité d'assesseurs :

- 1° au moins deux membres du personnel enseignant des facultés de droit qui enseignent ou ont enseigné;
- 2° un membre effectif ou honoraire de la Cour de cassation et du parquet près cette cour;
- 3° au moins une personnalité particulièrement qualifiée en raison de sa compétence ou de sa spécialisation.

Chaque assesseur visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, doit fournir par son diplôme la preuve qu'il a subi les examens du doctorat, de la licence ou du master en droit dans la langue qui fait l'objet de l'examen, et en outre, qu'il justifie de la connaissance de la langue dans laquelle le candidat a présenté l'examen du doctorat, de la licence ou du master en droit, conformément à l'article 43^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire; dans le cas de l'examen portant sur la connaissance de la langue allemande le magistrat justifie de la connaissance de la langue allemande conformément à l'article 43^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Nul ne peut siéger comme assesseur s'il existe entre lui et un candidat un lien de parenté ou d'alliance jusqu'au quatrième degré ou s'ils forment un ménage de fait ainsi que dans les cas où il existe un intérêt personnel contraire.

§ 3. L'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale dresse la liste des membres qui peuvent être désignés par lui comme assesseurs dans les commissions d'examen.

CHAPITRE 3. — *Nature et niveau des examens linguistiques*

Art. 5. § 1^{er}. L'épreuve portant sur la connaissance écrite de l'une des trois langues nationales de l'examen linguistique visé à l'article 43^{sexies} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, consiste en deux parties :

1° la première partie est informatisée. Si l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale ne dispose pas encore du logiciel adéquat, l'épreuve sera écrite. Cette épreuve porte sur la connaissance passive de la terminologie juridique arrêlée dans le syllabus du SELOR;

Op de voordracht van de Minister van Justitie, van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Alleen de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid is bevoegd voor de organisatie van het taalexamen bedoeld in artikel 43^{sexies} van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

De examens over de kennis van de andere taal omvatten, in die volgorde, een schriftelijk examenonderdeel, waarvan een gedeelte computergestuurd verloopt, en een mondeling examenonderdeel. De kandidaten die geslaagd zijn voor het schriftelijke examenonderdeel, zullen worden toegelaten tot het mondelinge examenonderdeel.

De afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid bepaalt de nadere regels die gelden voor de examens voor zover zij niet door de wet of door dit besluit zijn bepaald. Hij stelt het huishoudelijk reglement voor de organisatie van de taalexamens op.

HOOFDSTUK 2. — *De examencommissies*

Art. 2. Er zijn drie examencommissies, één belast met het afnemen van de examens over de kennis van het Nederlands, één belast met het afnemen van de examens over de kennis van het Frans en één belast met het afnemen van de examens over de kennis van het Duits.

Art. 3. De examencommissies zetelen onder het voorzitterschap van de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid of van zijn afgevaardigde. De voorzitter is stemgerechtigd. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

De examencommissies zetelen in Brussel.

Art. 4. § 1. De examencommissies zijn als volgt samengesteld :

- 1° de voorzitter, zoals in artikel 3 is bepaald;
- 2° ten minste vijf assessoren.

Voor elke assessor wordt een plaatsvervanger aangewezen.

§ 2. Als assessoren worden aangesteld :

- 1° ten minste twee leden van het onderwijzend personeel van de rechtsfaculteiten in activiteit of in ruste;
- 2° een effectief lid of een erelid van het Hof van Cassatie en een effectief lid of erelid van het parket bij dat Hof;
- 3° ten minste een persoon die wegens zijn bevoegdheid of zijn specialisatie bijzonder geschikt is.

Elke assessor bedoeld in eerste lid, 2°, dient door zijn diploma het bewijs te leveren dat hij de examens van het doctoraat, het licentiaat of de master in de rechten heeft afgelegd in de taal die het onderwerp is van het examen, en bovendien de kennis bewijst van de taal waarin de kandidaat het examen van doctor, licentiaat of master in de rechten heeft afgelegd, overeenkomstig artikel 43^{quinquies}, § 1, vierde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken; in het geval van het examen over de kennis van de Duitse taal, bewijst de magistraat de kennis van de Duitse taal, overeenkomstig artikel 43^{quinquies}, § 1, vierde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Niemand kan zetelen als assessor als er tussen hem en een kandidaat een bloed- of aanverwantschap bestaat tot in de vierde graad of als ze een feitelijk gezin vormen, net zomin als in het geval er een persoonlijk tegenstrijdig belang bestaat.

§ 3. De afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid stelt de lijst samen van de leden die door hem als assessor in de examencommissies kunnen worden aangewezen.

HOOFDSTUK 3. — *Aard en niveau van het taalexamen*

Art. 5. § 1. Het examenonderdeel over de schriftelijke kennis van één van de drie landstalen van het taalexamen bedoeld in artikel 43^{sexies} van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, omvat twee gedeelten :

1° het eerste gedeelte verloopt computergestuurd. Indien de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid nog niet over de gepaste software beschikt, wordt dit examenonderdeel schriftelijk afgenomen. Dit examenonderdeel peilt naar de passieve kennis van de juridische terminologie zoals vastgelegd in de syllabus van SELOR;

2° la deuxième partie consiste dans la rédaction d'un résumé et d'un commentaire, dans la langue dans laquelle l'examen de docteur, de licencié ou de master en droit a été présenté, d'un jugement ou d'un arrêt rendus dans la langue sur laquelle porte l'examen.

§ 2. L'épreuve orale de l'examen linguistique visé au paragraphe 1^{er} consiste en :

1° la lecture à haute voix d'un ou de plusieurs textes de loi rédigés dans la langue faisant l'objet de l'examen. Ces textes se rapportent au droit pénal, à la procédure pénale, au droit civil, au droit commercial, au droit social, au droit fiscal ou au droit judiciaire privé;

2° une conversation sur un sujet de la vie courante.

§ 3. Pour réussir l'examen linguistique le minimum des points à obtenir est de six dixièmes de réponses correctes du nombre total de questions posées à l'épreuve écrite et de six dixièmes des points à l'épreuve orale.

Art. 6. Le candidat dispose, sous le contrôle de la commission d'examen, de trois heures pour la totalité de l'épreuve écrite.

Le candidat peut utiliser des dictionnaires juridiques ainsi que des codes pour la deuxième partie de cette épreuve écrite.

L'épreuve orale a une durée maximum d'une demi-heure. Cette épreuve est publique.

CHAPITRE 4. — Règles générales d'organisation

Art. 7. Sur demande du Ministre de la Justice, un examen est organisé, pour chaque langue nationale lorsque les nécessités du service de la Cour de cassation le requièrent. Les nécessités du service doivent ressortir d'un rapport adressé au Ministre de la Justice par le premier président et le procureur général près la Cour de cassation.

L'examen doit être organisé dans les 3 mois suivant la transmission de la demande.

Art. 8. L'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale détermine les modalités et les dates auxquelles les inscriptions aux examens linguistiques doivent être introduites.

Les candidats en sont informés par un avis publié au *Moniteur belge* et, si nécessaire, par tout autre moyen que l'Administrateur délégué du Bureau de Sélection de l'Administration fédérale juge utile. L'avis au *Moniteur belge* est publié au moins un mois avant le début de la session.

L'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale porte dans ce même avis, les modalités d'organisation des examens linguistiques à la connaissance des intéressés.

Art. 9. Toute demande d'inscription à l'examen linguistique fait mention du diplôme dont le candidat est porteur et indique la langue dont il veut prouver la connaissance.

Art. 10. Le jury ne peut prononcer que l'admission ou l'ajournement. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté à l'admission ni dans les procès-verbaux, ni dans les certificats délivrés. Le candidat qui s'est abstenu ou s'est retiré, est assimilé aux ajournés.

Art. 11. Les procès-verbaux consignants les résultats des épreuves linguistiques sont signés pour entérinement par l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale. Ceux-ci constatent la production du diplôme de docteur, licencié ou de master en droit et attestent que les prescriptions de la loi et du présent arrêté ont été observées.

Une copie de ces procès-verbaux est transmise au directeur général de la Direction générale de l'Organisation judiciaire du Service public fédéral Justice.

CHAPITRE 5. — Publication des résultats et délivrance des certificats de connaissances linguistiques

Art. 12. L'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale communique par écrit aux candidats les résultats de l'examen linguistique présenté par ceux-ci.

Au candidat ayant satisfait à un examen linguistique, l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale délivre un certificat précisant la production du diplôme de docteur, licencié ou de master en droit ainsi que la langue de l'examen linguistique qu'il a subi.

2° het tweede gedeelte bestaat in het opstellen van een samenvatting en van een commentaar in de taal waarin het examen van doctor, licentiaat of master in de rechten is afgelegd, van een vonnis of een arrest gesteld in de taal waarop het examen betrekking heeft.

§ 2. Het mondelinge examenonderdeel van het examen bedoeld in paragraaf 1 bestaat uit :

1° het luïdop lezen van een of meer wetteksten, gesteld in de taal waarop het examen betrekking heeft. Die teksten hebben betrekking op het strafrecht, de strafvordering, het burgerlijk recht, het handelsrecht, het sociaal recht, het fiscaal recht of het gerechtelijk privaatrecht;

2° een gesprek over een onderwerp in verband met het dagelijks leven.

§ 3. Om te slagen voor het taalexamen wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op zes tienden juiste antwoorden van het totale aantal vragen dat wordt gesteld in het schriftelijke examenonderdeel en op zes tienden van de punten voor het mondelinge examenonderdeel.

Art. 6. Voor het geheel van het schriftelijke examenonderdeel, onder toezicht van de examencommissie, beschikt de kandidaat over drie uur.

De examinandi mogen voor het tweede deel van het schriftelijke examenonderdeel juridische woordenboeken en wetboeken gebruiken.

Het mondelinge examenonderdeel duurt ten hoogste een half uur. Dit examenonderdeel is openbaar.

HOOFDSTUK 4. — Algemene organisatieregels

Art. 7. Op vraag van de minister van Justitie wordt, voor elke landstaal, een examen georganiseerd wanneer in het Hof van Cassatie de behoeften van de dienst zulks vereisen. De behoeften van de dienst moeten blijken uit een verslag dat de eerste voorzitter van en de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie aan de Minister van Justitie hebben gericht.

Het examen moet georganiseerd worden binnen drie maanden volgend op de verzending van de vraag.

Art. 8. De afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid bepaalt onder welke vorm en op welke datum de aanvragen tot deelneming aan de taalexamens moeten worden ingediend.

De kandidaten worden hiervan in kennis gesteld door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en, indien nodig, door enig ander middel dat door de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid, dienstig wordt geacht. Het bericht in het *Belgisch Staatsblad* wordt minstens één maand voor het begin van de zitting bekendgemaakt.

De afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid brengt in datzelfde bericht de nadere regels betreffende de taalexamens ter kennis van de betrokkenen.

Art. 9. Elke aanvraag tot deelneming aan het taalexamen vermeldt de taal van het diploma van de kandidaat en de taal waarvan hij de kennis wil bewijzen.

Art. 10. De examencommissie kan slechts tot toelating of uitstel besluiten. Geen graad van verdienste mag aan de toelating toegevoegd worden, noch in de notulen, noch in het getuigschrift dat wordt uitgereikt. Een kandidaat die niet aan het examen heeft deelgenomen, wordt beschouwd als uitgesteld.

Art. 11. De notulen waarin de resultaten van de taalexamens zijn vastgelegd, worden door de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid ter bekrachtiging ondertekend. Zij vermelden dat het diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten werd overgelegd, en bevestigen dat het bepaalde in de wet en in dit besluit werden nageleefd.

Een kopie van deze notulen wordt overgezonden aan de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de Federale Overheidsdienst Justitie.

HOOFDSTUK 5. — Bekendmaking van de resultaten en uitreiking van de getuigschriften van de taalkennis

Art. 12. De afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid deelt de kandidaten schriftelijk het resultaat van het door hen afgelegde taalexamen mee.

De voor het taalexamen geslaagde kandidaat ontvangt vanwege de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid een getuigschrift waarin is vermeld dat het diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten werd overgelegd, evenals de taal van het afgelegde examen.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 13. L'arrêté royal du 10 août 1998 organisant les examens permettant aux docteurs et licenciés en droit de satisfaire au prescrit des alinéas 2 et 3 de l'article 43sexies de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire est abrogé.

Art. 14. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions et le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Fonction publique,
S. VANACKERE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 3567

[C — 2009/00541]

7 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 12 octobre 2006 déterminant le brevet de direction requis pour la promotion au grade de commissaire divisionnaire de police

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, l'article 32;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2006 déterminant le brevet de direction requis pour la promotion au grade de commissaire divisionnaire de police, l'article 43;

Vu le protocole de négociation n° 226/4 du Comité de négociation pour les services de police, conclu le 28 mai 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 21 avril 2008;

Vu l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres, donné le 2 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 12 août 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 3 novembre 2008;

Vu l'avis 46.924/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et de la Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 43 de l'arrêté royal du 12 octobre 2006 déterminant le brevet de direction requis pour la promotion au grade de commissaire divisionnaire de police, les mots «deux ans» sont remplacés par les mots «trois ans».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 31 mars 2005.

Art. 3. Le Ministre de la Justice et la Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot regeling van de examens waarbij aan doctors en licentiaten in de rechten de mogelijkheid wordt geboden te voldoen aan de bepalingen van artikel 43sexies, tweede en derde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken wordt opgeheven.

Art. 14. De Minister bevoegd voor Justitie en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 3567

[C — 2009/00541]

7 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 oktober 2006 tot bepaling van het directiebrevet dat vereist is voor de bevordering tot de graad van hoofdcommissaris van politie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, artikel 32;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2006 tot bepaling van het directiebrevet dat vereist is voor de bevordering tot de graad van hoofdcommissaris van politie, artikel 43;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 226/4 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 28 mei 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 21 april 2008;

Gelet op het advies van de Adviesraad van burgemeesters, gegeven op 2 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 12 augustus 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatsecretaris voor Begroting, d.d. 3 november 2008;

Gelet op het advies 46.924/2 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 43 van het koninklijk besluit van 12 oktober 2006 tot bepaling van het directiebrevet dat vereist is voor de bevordering tot de graad van hoofdcommissaris van politie worden de woorden «twee jaar» vervangen door de woorden «drie jaar».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 maart 2005.

Art. 3. De Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM